

Monsieur le président,

Les mouvements sociaux se développent partout dans le pays avec, au cœur des préoccupations des salariés, le pouvoir d'achat. L'action des salariés de Total met en parallèle entre les super profits versés en dividendes aux actionnaires et les pertes de pouvoir d'achat liés à l'inflation.

De même, l'augmentation automatique du SMIG a pour conséquence de placer les traitements des cadres B et C en dessous. Et on s'étonne, après ça, de ne pas trouver de candidats attirés par nos métiers !

On aurait pu, dans cette liminaire, vous parler du scandale de la coupe du monde dont les infrastructures sont construites sur un amoncellement de cadavres et dans une incroyable gabegie écologique : refroidir le désert et, bientôt, il faudra chauffer le pôle Nord pour avoir des glaçons à l'apéro !!!

L'humour n'empêche pas l'angoisse. Tous nos médias nous abreuvent à longueur de temps de violences qui nous laissent sidérés.

Nous ne voulons pas ici vous faire un inventaire à la Prévert mais entre les nouveaux essais de missiles de Kim Jong Un et la menace de frappes nucléaires de Poutine, les autres conflits, pourtant si graves, au Mali, au Yémen, en Palestine, dans la corne de l'Afrique ou encore en Amérique du Sud ou au Moyen-Orient, font presque figure de conflits de secondes zones. Décidément, les pouvoirs impérialistes et totalitaires de ce monde ont de plus en plus de mépris envers les peuples et les êtres humains. Le poids des vies pèsent peu face à l'hégémonie capitaliste.

Aussi grave, sans doute, également, les manifestations des changements climatiques se multiplient avec les sécheresses, les feux de forêts, les inondations et autres tempêtes diluviennes. Des parties entières de notre planète vont devenir inhabitables pour bien des écosystèmes, la 6<sup>ème</sup> grande extinction a déjà commencé.

Dans tout ce climat anxigène, les Macronistes veulent durcir la vie des privés d'emploi en décrétant de nouvelles règles permettant de moduler l'indemnisation de ceux-ci selon la conjoncture économique. En bref, si le patron a besoin de vous, si les conditions de travail sont mauvaises, si vous n'êtes pas formé, que ce n'est pas le travail de vos rêves et surtout que ce n'est pas vraiment payé et bien, tant pis, allez-y quand même. Encore une preuve du mépris de ces gouvernants pour le travailleur toujours suspecté de fainéantise.

La réforme des retraites qui va être décidée dans les prochaines semaines doit être effective dès 2023. Emmanuel Macron qui expliquait, en 2019, qu'allonger l'âge de départ à la retraite des Français était aberrant (puisque l'âge moyen en bonne santé est de 64 ans et que la majorité des travailleurs ne sont plus en activité au moment du départ à la retraite pour la triste raison que pour le patronat un vieux travailleur n'est plus productif) a choisi de se déjuger en souhaitant imposer un recul de l'âge légal de départ à la retraite à 65 ans et même 67 ans.

L'argument, en opposition avec le dernier rapport du conseil d'orientation des retraites, est de vouloir pérenniser notre régime solidaire par répartition en payant plus tardivement les

retraites qui manquent de financement.

Nous voulons des retraités en aussi bonne santé que les actionnaires !

La retraite à 60 ans à taux plein et à 55 ans pour les travaux pénibles, immédiatement, avec une ouverture de négociations pour une retraite à 55 ans pour tous.

Les grandes entreprises françaises, championnes du monde des dividendes, accueillant des bénéfiques records malgré, ou grâce au Covid et aux différentes crises mondiales, exonérées de milliards de cotisations sociales par la volonté de Macron ne sont pas mises à contribution. Une fois de plus, c'est le travailleur qui est le dindon de la farce. En plus de travailler, peut-être jusqu'à la mort comme ses ancêtres avant lui, le gouvernement Macron s'est mis en tête de lui imposer la sobriété énergétique en lui demandant de ne plus prendre sa voiture, de baisser son chauffage, de mettre un pull ou de se laver les mains à l'eau froide.

S'il est vrai que notre environnement a tout à gagner d'une volonté collective de réduire notre consommation en énergie et particulièrement en énergie fossile, force est de constater que, comme dirait François Hollande « la pluie tombe toujours sur les mouillés ». En effet, ce n'est pas une réforme du système capitaliste énergivore qui est proposée mais bien, une fois de plus, la contribution du citoyen, consommateur marionnette par la grâce du libéralisme financier.

Quelle déclinaison dans notre ministère et, ici, en Haute-Garonne ? Peut-être nous éclairerez-vous ? Sommairement, à la bougie, nous le craignons.

Notre système de gouvernance est touché au plus haut niveau, comme il l'a été, ici, il n'y a pas si longtemps, dans notre propre administration, en Haute-Garonne. Comment ne pas douter, en effet, de l'honnêteté, du souci de l'intérêt général de personnes qui passent leur temps à mélanger les genres. Dernières affaires judiciaires en date, Éric Dupond-Moretti prenant des décisions comme garde des sceaux sur des affaires où il avait officié en tant qu'avocat. Il va devoir rendre des comptes à la cour de justice de la République.

Aléxis Kohler, le bras droit de Macron, le président bis, secrétaire général de l'Élysée est intervenu de nombreuses fois en faveur de MSC, 1<sup>er</sup> groupe mondial de fret maritime, alors qu'il a travaillé pour cette entreprise contrôlée par ses cousins. Grâce à l'ONG Anticor, il est mis en examen pour prise illégale d'intérêts. Au-delà de ces conflits d'intérêts, il est remarquable de constater que nos puissants, politiques, affairistes et même hauts fonctionnaires cherchent toujours à s'affranchir des règles communes. La République exemplaire à la Macron!!! Exemplaire dans l'abondance des plus riches, exemplaire dans les coups portés aux salariés, exemplaire dans la multiplication de la pauvreté : 9 millions de pauvres, quelle inhumanité face à l'accumulation de quelques-uns !

Cette introduction était indispensable tant le climat anxigène qui se développe dans le pays à un impact direct aujourd'hui sur le moral des salariés et, bien évidemment des agents de la DGFIP. Or, plutôt que d'accompagner les collègues, dans la bienveillance et la conscience de la gravité, vous persistez dans des réformes qui ajoutent encore du stress. Vous persistez dans des restructurations et des transferts de missions et d'emplois qui abêtissent encore le travail. Les agents, pions de l'échiquier, n'ont plus qu'à changer

de case et peu importe leur mal être.

Concernant les sujets à l'ordre du jour de ce CTL, nous développerons nos arguments au cours de cette instance. Mais, encore une fois, nous remarquons que nombre de sujets nous sont présentés pour solde de tout compte, sans réelle concertation avec les personnels, avec des documents d'une pauvreté sans nom et, même, sans documents à l'appui d'un des points à l'ordre du jour ! Tout comme M. Pouyanné vous instaurez un dialogue social de pacotille.

L'État, par votre intermédiaire, continue de casser le service public. De même, les gouvernants de ce pays préfèrent punir les grévistes par une réquisition de façade plutôt que de demander au PDG qui perçoit 300 ans de SMIC annuel de négocier. La bataille menée par les salariés de Total est juste légitime !

Plus que jamais, soutien aux salariés en lutte pour leurs salaires ! Les salariés des raffineries sont, depuis des semaines, en grève pour exiger une juste revalorisation de salaire au regard de l'inflation galopante, de la très forte augmentation du coût de la vie et de profits records dégagés dans les groupes pétroliers. La grève n'est jamais décidée par plaisir mais reste le seul outil à disposition des salariés quand le patronat refuse toute négociation.

Pour la CGT, la grève, décidée et votée par les travailleurs, est toujours légitime. Il est inacceptable que des élus et d'autres personnalités remettent en cause ce droit constitutionnel, en appelant à briser la grève par le pourrissement et par le recours à la force.

La CGT a interpellé la Première ministre pour que s'ouvrent immédiatement, dans les raffineries comme dans toutes les branches, les négociations sur les légitimes revendications des salariés.

Ces revendications ne peuvent être remises en cause quand l'inflation galope, que les profits des entreprises sont indécents comme les augmentations de leurs dirigeants (+ 52 % pour celui de Total Énergie en 2021, pour un salaire annuel de 5,9 millions d'euros).

Tout en réaffirmant son soutien indéfectible aux luttes en cours, la CGT apportera la solidarité financière aux salariés mobilisés via son fonds de solidarité aux luttes.

L'urgence est d'ouvrir les négociations et de les satisfaire. Devant le recours aux réquisitions, nous ne pouvons négocier sans penser à cette atteinte du droit de grève.

L'autoritarisme du gouvernement, après la matraque et les grenades dans les manifestations, le tribunal pour 40 d'entre nous, la réquisition pour stopper une grève, les citoyens engagés que nous sommes ne céderons pas sur ces valeurs de démocratie.

Nous continuerons, ici comme ailleurs, à mener la bataille avec les personnels.